DIAL 3641

BRÉSIL - Lettre aux amies et amis

Xavier Plassat

vendredi 16 décembre 2022, mis en ligne par Dial

Nous publions ci-dessous, comme chaque hiver, la lettre annuelle que nous a fait parvenir le dominicain Xavier Plassat, membre de la Commission pastorale de la terre (CPT) au Brésil.

Araguaína, le 5 décembre 2022.

Chères amies, chers amis,

Décembre 2022 : je déménage… au sens propre, et pour aller pas bien loin : je retourne habiter à Araguaína d'où j'étais venu voici 11 ans pour constituer une petite communauté avec 2 ou 3 autres frères dominicains, dans la Casa Frei Tito, à Aragominas (40 km d'Araguaína). Choses de la vie : je serai bientôt l'un des derniers mohicans dominicains ici dans l'État du Tocantins. Les générations qui suivent ne montrent guère d'intérêt pour aller loin des grands axes ou hors des capitales. Je préfère continuer dans le sillon qui m'a fait désirer être ici.

Au moment de boucler les cartons pour transporter les quelques affaires accumulées au fil des années, je tombe sur une lettre adressée au réseau le 9 janvier… 1989, par laquelle je vous informais de « mon départ pour le Brésil, pour quelques années (5 ou …) au service de la Commission pastorale de la terre (CPT) ».

Voilà donc un bon nombre d'années au cours desquelles vous êtes restés associés aux combats qu'avec la CPT nous menons pour plus de justice dans cette partie d'Amazonie… Un très grand merci pour votre attention si fidèle !

Je vous espère toutes et tous animés par la foi qui renverse les montagnes et se moque de la peur que d'aucuns voudraient nous imposer. La peur, oui, elle est bien le contraire de la foi…

Parmi les expériences qui ont ici été motifs d'espérance dans ces temps difficiles, je veux vous faire partager trois ou quatre moments importants de cette année 2022.

D'abord la célébration des 25 ans d'existence de notre Campagne nationale contre l'esclavage dans les campagnes : un grand moment de mémoire qui nous a conduits là où tout avait commencé, à São Félix do Araguaia, une bourgade du Mato Grosso, où un certain Pedro Casaldáliga, jeune évêque, avait, en 1971, publiquement dénoncé la manière dont le soi-disant développement de l'Amazonie, alors programme-phare du régime militaire, était mis en place : attirant au moyen de promesses mirobolantes des milliers d'ouvriers agricoles venus des régions les plus pauvres du pays (le fameux Nordeste) pour abattre la forêt et transformer l'Amazonie en un vaste pâturage bovin. Exploités dans les pires conditions qu'un homme puisse imaginer (« traités pires que des bêtes », selon le récit le plus habituel de ceux qui parvenaient à s'en échapper).

C'était le début d'une longue marche qui conduirait à créer la CPT (en 1975), puis, bien plus tard (en 1997) cette Campagne nationale « Ouvre l'œil pour ne pas devenir un esclave ! » à laquelle j'ai consacré

le principal de mon énergie.

Entre les deux il avait fallu démonter le négationnisme en vigueur à Brasília. Il y a de quoi être fier du chemin parcouru (60 000 personnes tirées d'esclavage depuis 1995) mais aussi conscient de la fragilité de l'édifice (il a suffi d'un gouvernement rétrograde pour revenir en peu d'années à des conditions que nous étions parvenus à surmonter en bonne partie : faim, destruction de l'environnement, violences de toutes sortes). Notre Campagne s'est fait présente et agissante dans toutes les régions du pays, mettant à nu les complicités du pouvoir politique et économique et poussant à la roue pour construire peu à peu une véritable politique que, même avec toute son ardeur réactionnaire, le gouvernement Bolsonaro n'est pas parvenu à détruire : Groupe spécial d'inspection mobile ; définition moderne du travail esclave ; création d'une « liste noire » révélant à la société qui sont les esclavagistes modernes et permettant aux marchés de peser sur les filières de production qui leur sont associées ; mise en œuvre de Plans d'éradication du travail esclave et définition des attributions de chaque institution par rapport aux victimes ; mise en place d'instances de supervision avec participation sociale (CONATRAE, COETRAE), etc. Pour atteindre ces résultats, l'action de la CPT a été déterminante, en particulier lorsque ont été portées, par elle, devant le Système interaméricain des droits humains, deux affaires emblématiques – le cas « José Pereira » et le cas « Fazenda Brasil Verde » –, pointant l'omission criminelle de l'État dans la lutte contre l'esclavage moderne et produisant dans la foulée une jurisprudence décisive.

À São Félix do Araguaia, nous avons accueilli tous ceux qui ont fait cette campagne « Ouvre l'œil pour ne pas devenir un esclave ! », y compris nos partenaires et alliés, et les travailleurs, pour ensemble faire mémoire et renouveler notre engagement. Mémoire aussi de ceux et celles qui ont alimenté ce rêve au long de ces 25 années. Mémoire du visage de centaines (milliers !) de personnes que nous avons connues, et dont l'initiative de fuir et dénoncer a rendu possible la libération de milliers d'autres. Penser à tous ces gens qui ont pu à nouveau se reconnaître en tant que « personnes ». Mais aussi ces milliers d'autres qui, grâce au travail assidu de nos équipes en matière de prévention, d'accueil, de formation et de mobilisation, ont pu éviter de tomber en esclavage.

Entre 2003 et 2013, une moyenne de 4 000 personnes ont été libérées chaque année. À partir de 2014, et pendant sept ans, ce chiffre est tombé à « seulement » mille par an, induisant l'idée fausse que l'esclavage aurait reculé ou que les vulnérabilités qui exposent certains groupes sociaux au risque du travail esclave auraient disparu. Or, c'est exactement le contraire qui s'est produit ces derniers temps par l'effet cumulé d'une réforme régressive du Code du travail, de la flexibilisation et de la libéralisation générale prônées par le gouvernement, de la réduction des budgets, de l'explosion du chômage, de l'ubérisation et, pour finir, de la pandémie.

Oui, le travail esclave existe encore ! Mais le risque de son invisibilisation a pris de nouveaux contours et se revêt de modernes oripeaux. Et notre cri demeure indispensable. Le crime est toujours aussi peu puni et continue à faire fi de la dignité de milliers de travailleurs « esclaves du besoin » : à la campagne et à la ville, migrants et immigrants, hommes et afro-descendants dans leur grande majorité en sont les victimes. Femmes aussi, bien que plus invisibles encore, en particulier dans le travail domestique, adolescents, personnes âgées, autochtones, quilombolas (descendants d'esclaves fugitifs du temps de l'esclavage officiel).

L'esclavage moderne perdure, car le système qui réalise grâce à lui des profits sans limites, s'autorise de la protection de complices au plus haut niveau, souvent associés aux violations de toute sorte qui culminent dans la pratique du travail esclave, en particulier dans les territoires où l'agrobusiness règne en maître : accaparement de terres, déforestation massive, destruction de l'environnement, crime organisé, orpaillage sauvage, exploitation minière illégale, empoisonnement des terres et des eaux, destruction des écosystèmes, discrimination et racisme (oui ! aujourd'hui encore, l'esclavage a une couleur !).

La sortie en salle, cette année, du film *Pureza* [1], dont la production remonte à 3 ans, a été ici comme une piqûre de rappel, particulièrement bienvenue. Les faits réels dont il s'inspire remontent au début des années 1990 mais impactent le spectateur par leur extrême actualité, au point de produire des réactions non seulement d'empathie, mais d'identification, et le désir de participer à cette lutte exemplaire.

Un autre moment important a été la rencontre de 140 jeunes paysans, à laquelle j'ai pu participer en juillet dans le Bico do Papagaio, région où j'avais fait mes débuts avec la CPT. Moment de grâce où l'on sent, non pas qu'un ange passe, mais que, oui, la transmission se réalise de génération en génération. Écoutons quelques-unes de leurs paroles, consignées dans la lettre finale de la rencontre :

> « Nous sommes fils et filles de la terre d'Amazonie, dans cette région qui est violée chaque jour par la cupidité de l'agrobusiness et des grands propriétaires. Ils détruisent nos forêts, brûlent et déboisent, empoisonnent nos eaux et notre air, déversent leurs poisons, causant ainsi des maladies à la population, menaçant la reproduction de la faune et de la flore, étouffant de plus en plus la planète et compromettant la vie des générations futures. Loin d'offrir la nourriture promise à notre population, l'expansion illimitée des frontières agricoles par l'agrobusiness produit la faim, le chômage, le travail esclave, expulse les gens de la terre vers les périphéries et concentre la propriété.
>
> Nous répudions l'utilisation mensongère de la parole de Dieu pour tenter de justifier la violence et la haine. Nous répudions le racisme, le déni d'égalité et les offenses toujours pratiquées à cause de la couleur de notre peau.
>
> Nous défendons le libre exercice de nos droits, exigeons l'égalité, le respect, la justice et la liberté de montrer sans crainte notre identité, comme tout autre être humain. Ici au Brésil, le racisme est l'héritage maudit de siècles d'esclavage officiel, une pratique qui est devenue normale tellement elle a été institutionnalisée.
>
> Dans le contexte des prochaines élections, nous nous engageons pour la défense et la promotion de la démocratie dans notre pays : nous n'admettons aucune menace contre le cours normal des élections et nous sommes conscients de l'importance de notre vote. Nous voulons des candidats engagés pour la démocratie et pour la défense de programmes qui, pour nous, sont prioritaires : terre, agroécologie, éducation, travail décent, alimentation saine pour tous, fin de la discrimination fondée sur la race, le sexe ou les différences d'orientation sexuelle. »

Un tel message d'indignation et d'espérance, c'est ce que nous avons aussi entendu lors de la *Romaria* du Père Josimo [2], ce moment fort où, d'année en année depuis 35 ans, nous célébrons la mémoire de Josimo Tavares, jeune curé dans le Bico do Papagaio (que j'ai connu lors d'un de mes premiers voyages au Brésil), martyr de la cause de la justice, assassiné en 1986 à l'âge de 33 ans sur ordre de grands propriétaires :

> « La terre ici alentour est en larmes. Elle transpire de douleur pour ses fils et ses filles emportés par la violence et la convoitise (la terre et l'or !), la haine et la discrimination, la barbarie des groupes armés, des justiciers et des miliciens de la mort, le génocide cruel qui a accompagné et entretenu ici la pandémie, et le pouvoir confisqué par des "élites" diaboliques. Les dragons modernes sont là, instiguant la mort de nos territoires, de nos forêts, de nos eaux, de notre planète, se répandant en nouvelles menaces contre la permanence de la vie. De tant saigner, notre Amazonie est malade et, dans ce poumon du monde, on manque déjà d'oxygène.
>
> La douleur de l'autre est aussi notre douleur. En *romaria*, nous sommes venus pour célébrer la Pâque de nos martyrs, de nos ancêtres, et l'héritage qu'en nous ils res-suscitent. Oui, chère Amazonie, avec toi, nous aussi, nous voulons res-pi-rer, sentir le flux et le reflux de l'air dans nos poumons, nous voulons pouvoir sourire à nouveau, marcher encore et toujours en *romaria*, parcourant nos territoires, une fois que les bons vents reviendront souffler et quand ce qui autrefois était tenu pour « normal » aura été définitivement enterré : misère, racisme, poisons, armes, esclavage. Encouragés par les exhortations lucides et courageuses du pape François, nous dénonçons les virus que sont l'indifférence et la haine, nous résistons à l'asphyxie du droit et de la justice et nous faisons nôtre la culture de l'entraide et de la compassion fraternelle ».

Ce 1er décembre aux aurores, une presque bonne nouvelle nous est venue du tribunal de Colinas, petite ville proche, où un jury jugeait 8 paysans auteurs présumés du meurtre d'un *pistoleiro* (tueur à gages), pratiqué voici bientôt 4 ans, au terme d'actions systématiques d'intimidation et de provocation télécommandées par un *fazendeiro* prétendu propriétaire d'une terre en conflit depuis 2006, qu'une trentaine de familles de *posseiros* avaient décidé d'occuper (terre publique). En 2009, le leader de ces familles, Gabriel Filho a été froidement assassiné par le *fazendeiro*, Paulo de F. Pour ce crime on attend toujours, plus de 12 ans après les faits, la mise en jugement de l'accusé. Sans attendre ce jugement, les 8 personnes inculpées pour la mort du *pistoleiro* ont, elles, été jugées la semaine dernière. Résultat presque inespéré : les jurés ont reconnu que les circonstances avaient pratiquement créé une situation de légitime défense ; le juge a prononcé des peines plutôt « légères », non privatives de liberté. Dans un océan de mauvaises nouvelles sur le front de la violence – dont tous les indices ont explosé sous Bolsonaro – cela vaut d'être mentionné.

Sur ce sujet, la CPT, avec 50 organisations sociales brésiliennes, vient de lancer une Campagne nationale contre la violence, « en défense des habitants des campagnes, des eaux et des forêts ». Objectif : dénoncer le contexte d'aggravation des conflits agraires dans le pays et recommander des actions et des politiques pour protéger les territoires et les vies sous menaces. Au premier semestre 2022, la CPT a enregistré 759 occurrences de conflits dans les campagnes, impliquant un total de 113 654 familles. Pour la CPT, il n'y a face à cela qu'une issue : réaliser une réforme agraire populaire, massive et radicale, et garantir aux peuples originaires le droit à leurs territoires.

… Bolsonaro, justement : depuis que Lula a remporté l'élection présidentielle avec une avance de 2 millions de voix, le président qui se vantait d'avoir Dieu de son côté, est tombé dans une aphasie totale. Quelques-uns de ses partisans continuent de camper ici ou là devant des casernes, faisant mine de croire encore à un possible coup d'État contre le nouveau « pouvoir communiste » dont Lula, dès le départ, avait été présenté comme la diabolique incarnation.

La perspective d'un nouveau gouvernement nous a tous remplis d'espoir, bien que nous sachions pertinemment en quel état de délabrement du pays Lula va reprendre les commandes. Au surplus, avec un parlement sans majorité définie.

Le changement de méthode a déjà commencé : nous avons tenu ces jours-ci plusieurs réunions avec l'équipe de transition du président Lula, spécialement dans le domaine des droits humains, de la lutte contre le travail esclave, de la violence, de l'environnement et de la réforme agraire.

Avant de conclure, un petit mot sur l'expérience inédite qu'il m'a été donné de vivre en octobre, quand, à l'invitation de l'ONUDC (agence en charge du combat contre le crime organisé, la drogue et la traite des personnes) et du gouvernement algérien, je suis allé exposer à des autorités religieuses algériennes réunies en séminaire pendant 2 jours, la pratique du Brésil sur le front de la lutte contre l'esclavage moderne.

Réalisée à Oran en présence de 20 imams et 20 conseillères religieuses, la rencontre a été, de mon point de vue, plutôt frustrante car la plupart des discours de la partie officielle algérienne (et égyptienne) sont restés à un niveau théorique : le Coran, les lois, les conventions internationales, sans référence concrète à des pratiques convaincantes. Rien n'a été dit sur le refoulement sommaire et brutal de centaines d'immigrants africains, hommes, femmes, enfants, bébés, reconduits à la frontière et abandonnés en plein désert saharien. Ni sur l'impitoyable exploitation de ceux qui, sans papiers, bossent un ou deux mois sur un chantier et sont jetés à la rue dès qu'ils demandent leur paie (« Tu préfères qu'on te dénonce ? »). Les femmes présentes, elles, ont fait preuve d'une sensibilité aux souffrances dont elles sont témoins dans la vie quotidienne, que les imams n'ont guère manifestée. Venir en aide à une femme migrante en détresse, portant son bébé comme unique bagage et marchant péniblement au bord de la route ? « Oui je le fais » dit l'une. « Ça, c'est déjà devenir complice, moi je ne le ferais pas » rétorque l'experte officielle, magistrate de son état.

Qui pourrait ici élever la voix ? Une société civile « à la brésilienne » semble être un rêve bien lointain. Il y a quelques semaines, le gouvernement algérien a décrété la fermeture de Caritas, l'un des rares espaces

disponibles pour travailler dans la perspective de la justice et de la paix. En présentant l'expérience de la CPT, avec notre campagne « Ouvre l'œil pour ne pas devenir esclave », où se révèle l'importance décisive de la société (et des Églises) face à un État longtemps dans le déni, je n'ai pas manqué de citer Joseph (Gn 37), Isaïe (Is 58, 6) et Jésus (Mt 25, 33), dont le Coran raconte aussi l'histoire, ou bien les paroles très actuelles du pape François : « Qu'as-tu fait de ton frère ? » et celles de Pierre Claverie, dominicain et évêque d'Oran où il fut assassiné en 1996 : « La foi chrétienne n'est pas seulement une question de religion : c'est une question de vie ou de mort. Par conséquent, il est nécessaire d'ancrer la foi dans une réalité vivante et charnelle. Sinon, nous en restons au niveau des idées qui s'affrontent dans l'abstrait ».

J'ai aussi profité de quelques jours de bonus pour visiter la petite (aujourd'hui) Église qui se trouve à Oran et à Alger : une Église courageuse et solidaire, surtout avec nos frères et sœurs étrangers, réduite à garder un profil bas, presque silencieux. Jean-Paul Vesco, seul dominicain encore présent en Algérie et archevêque d'Alger, et ceux et celles que j'ai pu rencontrer dans les quelques communautés que j'ai pu visiter – bien trop vite – m'ont permis de voir « l'en-bas d'en-bas [3] » dont le séminaire officiel, lui, taisait l'existence [4].

« Terre, toit, travail », les appels lucides et insistants du pape François sont bienvenus, plus que jamais. Dommage que beaucoup de nos Églises soient encore empêtrées dans des problèmes peu compatibles avec la joie de l'Évangile…

Fratelli tutti !… En cette veille de Noël, c'est le vœu que je porte à chacun d'entre nous ! Tous frères et sœurs, parce que fils et filles de la même argile et, pour ceux et celles qui le reconnaissent, du même amour qui nous fait être.

Joyeux Noël ! *Feliz Natal !* [5]

Pour apporter une aide financière à la CPT, vous pouvez envoyer vos contributions par chèque à l'ordre de « Association CEFAL » avec mention au dos « pour Xavier Plassat, CPT Tocantins » à : CEFAL-SNMM, Service national mission et migrations, 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris. Vous recevrez l'attestation pour déduction fiscale dans les délais pour la déclaration IRPP 2021. Pour rappel, les dons libellés au nom du CEFAL sont déductibles de l'impôt sur le revenu pour 66 % de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3641.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Film brésilien de Renato Barbieri. Pureza est une femme du Maranhão, toujours en vie, qui part à la recherche de son fils disparu après être parti chercher fortune dans les mines d'or. Chemin faisant elle découvre un autre Brésil. Disponible sur YouTube, Google Play, Globo Play.

[2] Les *romarias* sont des moments de rencontres – note DIAL.

[3] Terme de sociologie populaire appris en Côte d'Ivoire.

[4] Vous pouvez lire ici un récit plus détaillé de ma mission en Algérie.

[5] Je viens passer 2 mois en France à partir du 16 décembre.